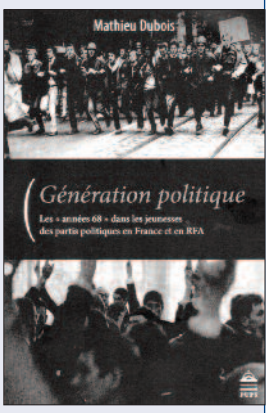
Jeunesses politiques

Une comparaison franco-allemande

François Talcy*

» Le rejet des partis établis, constaté ces dernières années lors de scrutins en France et en Allemagne, au profit de nouvelles formations politiques, contraste singulièrement avec le véritable renouveau que la démocratie partisane a connu chez les jeunes des deux pays dans les années 1960.

Die Jahre der 68er



Die aktuelle Ablehnung etablierter politischer Parteien seitens der jungen Generation kontrastiert sowohl in Frankreich als auch in Deutschland deutlich mit der 68er-Bewegung, die bei aller Unterschiedlichkeit in den beiden Ländern wesentliche gesellschaftliche Veränderungen herbeiführte und deren Protagonisten lange Zeit Entscheidungsträger waren – und teils noch sind, so Mathieu Dubois in seinem Buch *Génération politique.*

Red.

Le titre *Les années 68*, tiré d'une thèse de doctorat franco-allemande, peut surprendre : il n'y a eu en effet qu'une seule année 1968, mais l'auteur, actuellement chercheur et enseignant à l'université Paris-Sorbonne et chargé de conférences à l'Institut d'études politiques (IEP) de Paris, s'en explique. Il ne s'agit pas de revenir sur les seuls événements de l'année 1968, mais bien sur cette génération née de mouvements étudiants et ouvriers, pas seulement en France et en Allemagne d'ailleurs : *« Cette vague de politisation sans précédent toucha l'ensemble de la jeunesse au cours des dix années qui précédèrent et suivirent le tournant de 68 »*, écrit-il dans son introduction. Un paradoxe, car les années de jeunesse, rappelle-t-il, constituent habituellement un âge de faible politisation. Or l'engagement et la participation politiques sont devenus au cours de toutes ces années *« les caractéristiques d'une jeunesse contestataire, réactionnaire ou modérée, mais partout massivement politisée »*. Et l'auteur de rappeler que dans les dix dernières années du 20e siècle nombreux auront été les principaux dirigeants politiques à avoir débuté dans les organisations de jeunesse de leur parti dans les « années 68 », que ce soit Gerhard Schröder, Joschka Fischer ou Christian Wulff en Allemagne, ou bien Nicolas Sarkozy, Jean-Pierre Raffarin ou Pierre Laurent. Mathieu Dubois relève que sur les 52 membres du deuxième gouvernement d'Angela Merkel (entre 2009 et 2013) 35 avaient commencé leur carrière politique dans une organisation de jeunesse, soit 67,3 %. Et sur les 68 membres des trois cabinets de François Fillon entre 2007 et 2012, 17 s'étaient engagé politiquement, lorsqu'ils étaient jeunes, soit 25 %.

Néanmoins, il n'y a pas eu que des convergences, ni dans le déclenchement, ni dans les conséquences : le mouvement estudiantin en Allemagne a duré beaucoup plus longtemps (de juin 1967 à mai 1968) qu'en France (mai et juin 1968) ; la participation des ouvriers a été, contrairement à la France, beaucoup plus modeste, voire inexistante ; et l'essor des groupes d'extrême gauche a été plus virulent (jusqu'au terrorisme) qu'en France. L'auteur ajoute que les structures, la taille et le rôle social des partis politiques dans les deux pays depuis le 19e siècle sont difficilement comparables : diversité et indépendance à l'égard du pou-

* François Talcy est journaliste indépendant.

voir monarchique en Allemagne, idéal jacobin d'unité politique en France. Pourtant, la politisation massive de la jeunesse a donné naissance, dans l'un et l'autre pays à un nouveau modèle d'organisation de jeunesse politique : autonomie des statuts au sein des formations, moyens financiers mis à la disposition des jeunes, encadrement et politisation des masses – un véritable âge d'or qui a débuté au milieu des années 1960 et une mutation qui s'est achevée dans les années 1990 en France.

En Allemagne, ce sont les jeunes Libéraux qui se sont émancipés les premiers, jusqu'à la rupture avec leurs aînés du FDP en 1982. Au sein du parti social-démocrate, les jeunes du SPD, les *Jusos*, ont profité des bouleversements voulus par le parti au congrès de Bad-Godesberg en 1959 et de la volonté de Willy Brandt (chancelier en 1969) d'intégrer la jeunesse radicale à la jeune démocratie allemande. Même évolution chez les conservateurs de la CDU : la *Junge Union* est rapidement devenue la première organisation de jeunesse en Allemagne fédérale. En France, ce sont les jeunesses communistes (MJCF) qui ont favorisé un parti qui abandonnera pourtant, dix ans après les événements de 1968, les efforts de modernisation voulus par les jeunes et s'engagera donc sur la voie d'un déclin progressif. Les jeunes Gaullistes (UJP) connaîtront des difficultés similaires, surtout après le départ du général de Gaulle en 1969, notamment sur les questions de réformes sociales. Tant chez les jeunes socialistes (JS) que chez les jeunes giscardiens, la mutation des formations politiques (qui conduira à l'élection de Valéry Giscard d'Estaing en 1974 et de François Mitterrand en 1981) se fera parallèlement avec une influence croissante des jeunes, mais aussi avec une reprise en main en 1974 par les Gaullistes de l'UDR, en 1975 par le Parti socialiste et en 1978 par le Parti communiste.

Changer le monde

L'évolution la plus spectaculaire de la nouvelle identité des mouvements de jeunesse, écrit l'auteur, aura été *« la définition d'un positionnement politique propre, critique et progressiste »* – alors qu'avant ces mutations les jeunes avaient pour habitude de respecter l'avis de leurs aînés. Les conceptions minoritaires des aspirations de la jeunesse, *« souvent jusque là balayées d'un revers de main »*, ont alors pris part à la compétition idéologique – les uns (extrême gauche) prônant généreusement *« une société meilleure et utopique »*, d'autres se contentant de vouloir accompagner les changements de société au prix de débats théoriques concernant l'ensemble de la société et l'ensemble des formations politiques – une gageure interprétée comme une opposition interne à la ligne politique des partis, mais aussi comme un élément important de démocratie. Mathieu Dubois précise : *« Contrairement à l'image couramment diffusée, la politisation de la jeunesse fut loin de se limiter à quelques groupuscules d'extrême gauche »*.

Même au sein d'une formation très conservatrice, telle que l'union chrétienne-sociale de Bavière (CSU), la tendance était au changement : *« La raison du malaise grandissant que nous connaissons actuellement est que la politique officielle actuelle dans son langage, son style et ses problématiques est orientée rétrospectivement, alors que la jeune génération pense de façon prospective »*, déclare en juin 1968 un certain Theo Waigel, qui sera en 1971 président de la *Junge Union* de Bavière, président de la CSU de 1988 à 1999 et ministre des Finances du chancelier Helmut Kohl de 1989 à 1998. C'est lui, soit dit au passage, qui proposera en 1995 de baptiser Euro la devise européenne.

Au-delà des évolutions parallèles des diverses organisations de jeunesse, en France comme en Allemagne, personne n'a renoncé à l'affrontement partisan, aucun regroupement n'a eu lieu. Et l'auteur reconnaît en conclusion qu'il serait intéressant de quitter le seul domaine politique pour analyser en profondeur l'évolution d'autres mouvements, parfois plus anciens, tels que les organisations chrétiennes, syndicales, civiques, sportives ou culturelles, qui pour la plupart ont connu eux aussi une politisation évidente, commune à tous les champs de la société. D'où le titre de l'ouvrage : *Génération politique*, avec toutefois des guillemets pour les *« années 68 »*.

Mathieu Dubois, *Génération politique. Les « années 68 » dans les jeunesses des partis politiques en France et en RFA.* Presses de l'université Paris-Sorbonne, Paris, 2014, 500 pages.